

DEPARTEMENT DE L'AIN – COMMUNE DE NANTUA

REF : DR – N° 2023-103

THEME : AUTRES DOMAINES DE COMPÉTENCES – VŒUX ET MOTIONS

OBJET : MOTION ANNONCE ACQUISITION PAR HAUT-BUGEY AGGLOMERATION DE L'ANCIEN ETABLISSEMENT LE MACRETET

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SÉANCE du 18 DECEMBRE 2023

Nombre de membres en exercice = 23

Légalement convoqué le 12 décembre 2023, le Conseil municipal s'est réuni le Lundi 18 décembre 2023 à 18 h 30, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire

PRESENTS = Mmes et MM. Bernard TAVERNIER, Annick SERRE, Renaud DONZEL, Jean-Michel LEGRAND, Olivier ROBIN, Jean-Henri LAURENT, Annie COLOMB, Sylvie CHARDEYRON, Eric TRINQUET, Denis COLLET, Christophe BLANC, Brigitte LIMODIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés :

Séverine DEBUS donne pouvoir à Renaud DONZEL,
Florence GAUTHIER donne pouvoir à Annick SERRE,
Nathalie ROMNET donne pouvoir à Jean-Pascal THOMASSET,
Suzy CASSAR,
Umus PERRONE.

Absents non excusés :

Bertrand BONNAMOUR
Nathalie TISSOT,
Mihrican AVCI,
Thomas GIRARD.

MOTION

Le Conseil municipal de Nantua fait suite à l'annonce de la probable acquisition par HBA de l'ancien établissement « Le Macretet » pour la somme de 650 000 € outre frais d'aménagement, pour héberger des activités de l'association USO.

Le Conseil municipal de Nantua n'entend pas remettre en cause ce type d'opération qui bénéficie à un club sportif, certes déjà largement pourvu par HBA, mais aussi par effet miroir à l'ensemble du Haut Bugey. Il ne s'agit pas de concurrence mais d'équivalence de traitement et d'équilibre.

En revanche il tient à souligner l'iniquité que représente cette nouvelle prise en charge qui s'ajoute aux postes de dépenses onéreux, déjà nombreux, éparpillés à certaines communes mais supportés par HBA partout ailleurs sur son territoire, hormis sur le secteur de l'ancienne intercommunalité Lao de Nantua.

Il est temps, sans attendre la fin du présent mandat, de répondre à une logique commune sur l'ensemble du périmètre de l'agglomération et de faire supporter par HBA la charge des équipements Nantuaux qui doivent l'être au regard des statuts et de ce qui prévaut ailleurs sur le territoire ; des équipements de notre ville qui représentent somme toute, par rapport au reste, des coûts quasiment marginaux pour l'Agglomération.

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, contre le même acte pendant le délai de recours contentieux qui recommence à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

Le Conseil municipal joint en annexe aux présents une brève analyse des compétences de HBA et ses sollicitations quant à une correction rapide des anomalies qui entachent la liste des compétences facultatives et optionnelles. Pour l'heure, trois dossiers sont criants : la Plage Albert Giriot, le Club de Voile et le Club de Rugby pour lesquels des dossiers sont quasiment prêts.

Ils seront adressés à HBA prochainement.

Cela étant exposé, il sera demandé au Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE DE SES MEMBRES PRESENTS :

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.

Acte rendu exécutoire après dépôt
en Sous-préfecture de Nantua le
Publication ou affichage le
Jean-Pascal THOMASSET
Maire de Nantua



Le Maire,
Jean-Pascal THOMASSET

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.